

J'ai moi-même rencontré des délégations représentant des autochtones du Québec à plusieurs occasions pour discuter de diverses questions qui les intéressent—questions qui relèvent en totalité ou en partie de la compétence du gouvernement fédéral. J'ai écouté leurs doléances, je les ai transmises aux ministres et aux ministères compétents et nous en avons tenu compte lors de l'élaboration de nos politiques.

### LES AFFAIRES AUTOCHTONES

#### LA LETTRE DU PREMIER MINISTRE AUX AUTOCHTONES DU MANITOBA—SON CONTENU

**L'honorable Joseph-Philippe Guay:** Honorables sénateurs, j'aimerais demander au leader du gouvernement au Sénat s'il pourrait nous donner plus de renseignements au sujet de la lettre que le premier ministre a fait parvenir aux autochtones, aux Indiens du Manitoba, et des propositions qu'il leur a faites. Nous savons qu'il leur a fait certaines propositions et qu'ils les ont refusées. Pourriez-vous nous donner plus de renseignements sur les offres qui leur ont été faites sur le plan pécuniaire, par exemple? Se présentaient-elles sous formes de subventions? Il était question de subventions dans cette lettre. Qu'y avait-il d'autre?

Si je me trompe, pourriez-vous alors nous expliquer ce que contenait la lettre?

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)):** Honorables sénateurs, il n'était aucunement question d'argent ou de subventions dans la lettre, sauf peut-être de rétablir l'aide financière qui avait été accordée lors des dernières négociations constitutionnelles concernant les autochtones. Je crois qu'on faisait allusion au fait que ces ressources seraient à nouveau disponibles, mais la lettre portait sur un certain nombre de questions constitutionnelles et autres qui influaient sur la position des autochtones.

Tout ce que je peux faire pour aider l'honorable sénateur, c'est de lui apporter une copie de la lettre demain, et de la déposer devant cette chambre.

**Le sénateur Guay:** Merci. Je vous en saurais gré.

### LA SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON

#### LA RÉDUCTION DU PERSONNEL—LE PROJET DE RÉINSTALLATION DES BUREAUX—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'honorable Robert Muir:** Honorables sénateurs, j'ai une question à poser au leader du gouvernement au Sénat. J'ignore combien il nous reste de jours avant la guillotine, mais je désire poser cette question pour que le leader puisse y réfléchir longuement.

Le leader du gouvernement peut-il nous dire s'il y a eu une réduction du personnel de la Société d'expansion du Cap-Breton? Projette-t-on de réinstaller la totalité ou une partie de ces bureaux à Halifax? J'espère que ce n'est pas le cas.

Est-il vrai qu'à l'heure actuelle la Société d'expansion du Cap-Breton est à court de personnel et qu'on y amène un hurluberlu de Halifax pour les dépanner pendant quelques jours et qu'on le renvoie ensuite à Halifax? Un jour, je lui ai demandé un renseignement au téléphone et il ne savait même pas ce qu'était un sénateur ou un député.

**Le sénateur Fairbairn:** Quelle honte!

**Le sénateur Petten:** C'est scandaleux!

**Le sénateur Muir:** Je ne sais pas où on l'a ramassé. S'il veut avoir de la publicité et passer à la postérité, il sera dans le hansard pendant le reste de ses jours. Voici quelques-unes des choses que je voudrais savoir.

Les agents de l'APECA accomplissent un excellent travail au Cap-Breton. Je ne voudrais pas qu'on prenne des mesures qui réduiraient leurs activités. J'espère que le leader consacrera maintenant un peu de temps à cette question. Je sais qu'il a été terriblement occupé. Et, que Dieu le bénisse, il a accompli du bon travail. Il est malheureux que les choses aient mal tourné, mais je voudrais qu'il se penche sur la question que j'ai soulevée. Si je ne peux pas obtenir des réponses aujourd'hui, il pourra peut-être demander à son personnel efficace de l'aider—il a un autre habitant du Cap-Breton quelque part dans son entourage.

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)):** Honorables sénateurs, j'ai été heureux d'entendre le sénateur Muir parler positivement de la contribution de la Société d'expansion du Cap-Breton et de l'APECA à l'économie du Cap-Breton. Je partage son avis que cette contribution devrait se poursuivre.

En ce qui a trait aux questions portant sur le personnel, je consulterai mon collègue, l'honorable Elmer MacKay, qui est le ministre responsable, et ferai rapport au Sénat ou directement au sénateur dès que j'aurai obtenu les renseignements voulus.

[Français]

### PROJET DE LOI SUR LES TOPOGRAPHIES DE CIRCUITS INTÉGRÉS

#### TROISIÈME LECTURE

**L'honorable Paul David** propose: Que le projet de loi C-57, Loi visant à protéger les topographies de circuits intégrés et à modifier certaines lois en conséquences, soit lu pour la troisième fois.

(La motion est adoptée et le projet de loi, lu pour la troisième fois, est adopté.)

### LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### TROISIÈME LECTURE

**L'honorable Jean-Maurice Simard,** propose: Que le projet de loi C-51, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, soit lu pour la troisième fois.

• (1710)

[Traduction]

**L'honorable John B. Stewart:** Honorables sénateurs, je n'ai pas l'intention de parler longuement ni de m'opposer à la motion de troisième lecture. Je veux simplement attirer l'attention des honorables sénateurs sur le 15<sup>e</sup> rapport du Comité des finances nationales. J'avoue que la défense du projet de loi par le gouvernement a été extrêmement faible et que l'attaque du Conseil canadien de l'insolvabilité a été impressionnante.